

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté DCPAT-BAE n° 2025-70

**portant autorisation temporaire de rabattement de nappe
dans le cadre de la réfection du bassin de collecte des eaux pluviales
du site de méthanisation BIOGASCONHA à Bénesse-Maremne**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment l'article R. 214-23 qui prévoit la possibilité d'octroyer une autorisation temporaire,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHERI, préfète des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique,
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne adopté par le comité de bassin le 10 mars 2022 pour la période 2022-2027,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2017-110 du 20 mars 2010 autorisant la société BIOGASCONHA à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de Bénesse-Maremne,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-136-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes,
- Vu** le dossier de demande d'autorisation temporaire de rabattement de nappe déposé par la société BIOGASCONHA par courrier électronique en date du 7 août 2024,
- Vu** le courrier de demande de compléments adressé par le service instructeur en date du 10 octobre 2024 et référencé DREAL/2024D/7761,
- Vu** les réponses apportées par le pétitionnaire dans son courrier daté du 5 décembre 2024,
- Vu** les courriers adressés les 15 janvier 2025, 4 février 2025, 10 février 2025 et 11 février 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté,
- Vu** la prise en compte des remarques de l'exploitant en date des 20 janvier 2025 et 10 février 2025 dans le projet d'arrêté,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 février 2025,

Considérant que le projet de réfection du bassin d'eaux pluviales est nécessaire pour la mise en conformité du site,

Considérant que le projet de réfection du bassin d'eaux pluviales permettrait de le rendre curable et donc de réduire la source de la pollution de la nappe observée (E.coli notamment),

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions temporaires pour encadrer l'autorisation environnementale de rabattement de la nappe,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 - Identification

En application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, la société BIOGASCONHA est autorisée à rabattre temporairement la nappe superficielle du Plio-Quaternaire dans le cadre des travaux de réfection de son bassin de collecte des eaux pluviales dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et conformément aux éléments techniques figurant dans son dossier de demande d'autorisation, y compris annexes et compléments, et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Objet de l'autorisation

L'opération concerne la nappe superficielle du Plio-Quaternaire. L'autorisation temporaire porte sur un prélèvement maximal de 537 000 m³ sur 17 semaines à compter du premier jour de prélèvement.

L'opération relève des rubriques suivantes en application du R. 214-1 du code de l'environnement :

| Rubrique | Libellé | Caractéristiques | Régime |
|----------|--|------------------------|--------------|
| 1.1.1.0 | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. | | Déclaration |
| 1.1.2.0 | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé Le volume total prélevé est supérieur ou égal à 200 000 m ³ / an. | 537 000 m ³ | Autorisation |
| 2.3.1.0 | Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0, des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0, 2.1.2.0, des épandages visés aux rubriques 2.1.3.0 et 2.1.4.0, ainsi que des réinjections visées à la rubrique 5.1.1.0. | | Autorisation |

Article 3 - Conditions de prélèvements

Toutes les mesures conservatoires sont prises pour limiter l'impact des travaux sur le milieu.

Conformément aux dispositions découlant des articles L. 214-8 du code de l'environnement, les installations permettant d'effectuer des prélèvements sont équipées de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. Le système privilégié est le compteur volumétrique sans remise à zéro.

Ce dispositif de comptage, installé au niveau du prélèvement, est relevé quotidiennement et les données consignées dans un registre prévu à cet effet. Le registre, spécialement ouvert à cet effet, consigne :

- les volumes prélevés,
- le nombre d'heures de pompage,
- les variations éventuelles de la qualité éventuellement constatées,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompages.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection et transmis à la fin des travaux. Ce registre est à conserver pendant 3 ans minimum.

Article 4 - Surveillance de la qualité des rejets

Dans le cadre de cette autorisation temporaire, les eaux rejetées (eaux pluviales et eaux de pompage) dans la craste au Nord du site, respectent les valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes :

| Paramètres | code SANDRE | VLE |
|----------------------|-------------|----------------|
| pH | - | 5,5 < pH < 8,5 |
| MES | 1305 | 35 mg/l |
| DCO | 1314 | 125 mg/l |
| DBO ₅ | 1313 | 30 mg/l |
| Azote | 1551 | 30 mg/l |
| Phosphore | 1350 | 10 mg/l |
| Hydrocarbures totaux | 7007 | 5 mg/l |
| Coliformes totaux | 1447 | 20 000/100 ml |
| E.Coli | 1449 | 20 000/100 ml |

Article 5 - Surveillance de la nappe

Dans le cadre de l'autorisation temporaire, la nappe souterraine fait l'objet d'une surveillance toutes les 4 semaines à compter du début du pompage. Les paramètres surveillés sont les suivants : pH, MES, DCO, DBO₅, Azote, coliformes totaux, hydrocarbures et hauteur de la nappe.

Les paramètres devront respecter les valeurs seuils de l'arrêté ministériel modifié du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

En cas de variation et de dégradation de qualité de la nappe, les travaux et le pompage sont immédiatement stoppés.

Les mesures font l'objet d'une interprétation et comparaison vis-à-vis de la qualité de la nappe au début des travaux.

Une surveillance de la qualité de l'eau concernant les paramètres mentionnés ci-avant sur le marais d'Orx est également réalisée avant le chantier (point 0), à mi-chantier et en fin de chantier afin de garantir le respect du niveau de bon état chimique et écologique de la masse d'eau du marais d'Orx

[FRFL72]. Ces analyses sont interprétées et comparées au fur et à mesure de l'avancement du chantier (comparatif vis-à-vis du point 0).

Une méthodologie de suivi du marais d'Orx est proposée par l'exploitant et mise en place après validation avec l'inspection des installations classées.

Article 6 - Surveillance des rejets en aval

L'exploitant assure la surveillance et le contrôle de la bonne infiltration des eaux d'exhaure dans le fossé récepteur tel que prévu au dossier et, en tout état de cause, que leur évacuation n'entraîne pas d'incidences auprès des tiers.

Si un désordre venait à être constaté, les pompages sont stoppés et une remise en état est effectuée.

Article 7 - Surveillance des infrastructures

Les ouvrages de l'installation de méthanisation (digesteurs, cuves de stockages, fosse de réception, plateforme d'ensilage de maïs notamment) à proximité font l'objet d'une analyse de position précise (de type relevé topographique) avant travaux, à mi-chantier ainsi que post travaux.

Un contrôle visuel des ouvrages est réalisé a minima de manière hebdomadaire.

Article 8 - Publicité

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bénesse-Maremne, et peut y être consultée.
- 2° un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Bénesse-Maremne pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire,
- 3° le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation,
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, le maire de Bénesse-Maremne, la directrice départementale des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BIOGASCONHA.

Mont-de-Marsan, le 25 FEV. 2025

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale



Stéphanie MONTEUIL

Voies et délais de recours en page suivante

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noulbos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).